

Conseil de Prévention et de Lutte contre le Dopage

M.....

Décision n° 2006-47 du 6 juillet 2006

LE CONSEIL DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LE DOPAGE,

Vu la décision du 26 avril 2006, enregistrée au secrétariat général du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage le 4 mai 2006, prononcée par la commission nationale disciplinaire de première instance de lutte contre le dopage de la Fédération française de roller skating à l'encontre de M..... ;

Vu le courrier de la Fédération française de roller skating, enregistré au secrétariat général du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage le 19 mai 2006, transmettant au Conseil le dossier des poursuites disciplinaires engagées à l'encontre de M..... ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3611-1 à L. 3634-5 et R. 3612-1 à R. 3634-13 ;

Vu l'arrêté du 25 mars 2005, modifiant l'arrêté du 20 avril 2004, relatif aux substances et aux procédés interdits ou soumis à restriction en vertu de la législation concernant le dopage ;

Vu le procès-verbal de contrôle antidopage établi le 21 janvier 2006 lors du match de Coupe d'Europe de rink hockey Ploufragan/Montreux, organisée à Ploufragan (Côtes-d'Armor) et concernant M..... ;

Vu le rapport d'analyse établi par le Laboratoire national de dépistage du dopage le 20 février 2006 à la suite du contrôle mentionné ci-dessus ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Les formalités prévues par les articles R. 3634-3 à R. 3634-13 du code de la santé publique ayant été observées ;

M....., régulièrement convoqué par une lettre recommandée du 13 juin 2006 dont il a accusé réception le 14 juin 2006, n'a pas comparu ;

Les débats s'étant tenus en séance non publique le 6 juillet 2006 ;

Après avoir entendu M. Roger BOULU en son rapport ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 3631-1 du code de la santé publique :
« Il est interdit, au cours des compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par des fédérations sportives ou en vue d'y participer : - d'utiliser des substances et procédés de nature à modifier artificiellement les capacités ou à masquer l'emploi de substances ou procédés ayant cette propriété ; - de recourir à ceux de ces substances ou procédés dont l'utilisation est soumise à des conditions restrictives lorsque ces conditions ne sont pas remplies. - Les substances et procédés mentionnés au présent article sont déterminés par un arrêté des ministres chargés de la santé et des sports » ;

Considérant que, lors du match de Coupe d'Europe de rink hockey Ploufragan/Montreux, organisée à Ploufragan (Côtes-d'Armor), le 21 janvier 2006, M....., titulaire d'une licence de la Fédération française de roller skating, a été soumis à un contrôle antidopage dont les résultats, établis par le Laboratoire national de dépistage du dopage le 20 février 2006, ont fait ressortir la présence d'acide-11-nor-delta-9-THC-9 carboxylique, métabolite du tétrahydrocannabinol, principe actif du cannabis, à la concentration de 98,4 nanogrammes par millilitre ; que cette substance, qui appartient à la classe des cannabinoïdes, est interdite selon la liste annexée à l'arrêté du 25 mars 2005, modifiant l'arrêté du 20 avril 2004, relatif aux substances et procédés interdits ou soumis à restriction en vertu de l'article L. 3631-1 du code de la santé publique ;

Considérant que, par une décision du 26 avril 2006, la commission nationale disciplinaire de première instance de lutte contre le dopage de la Fédération française de roller skating a infligé à M..... la sanction de l'interdiction de participer pendant trois mois aux compétitions ou manifestations sportives organisées ou autorisées par cette fédération ; qu'elle a assorti cette sanction d'un sursis total ;

Considérant qu'en vertu des dispositions du 3° de l'article L. 3634-2 du code de la santé publique, le Conseil de prévention et de lutte contre le dopage peut réformer les décisions prises par les organes disciplinaires des fédérations sportives agréées compétentes en matière de dopage ; que, sur le fondement de ces dispositions, le Conseil a décidé, lors de sa séance du 11 mai 2006, de se saisir de sa propre initiative des faits relevés à l'encontre de M..... ;

Considérant qu'en vertu des prescriptions de l'article L. 3634-3 du code de la santé publique, le Conseil de prévention et de lutte contre le dopage peut prononcer, à l'encontre d'une personne ayant utilisé une substance figurant sur la liste susmentionnée au cours d'une compétition ou d'une manifestation organisée ou autorisée par une fédération sportive ou en vue d'y participer, une interdiction temporaire ou définitive de participer aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par cette fédération ;

Considérant que M. n'a pas contesté les résultats de l'analyse effectuée par le Laboratoire national de dépistage du dopage ; qu'il s'est abstenu de présenter des observations écrites au Conseil et de comparaître devant celui-ci ;

Considérant que le cannabis est une substance strictement interdite en compétition ; qu'ainsi les faits relevés à l'encontre de l'intéressé sont de nature à justifier l'application des dispositions de l'article L. 3634-3 du code de la santé publique ;

Considérant que, dans les circonstances de l'affaire, il y a lieu de prononcer à l'encontre de M. la sanction de l'interdiction de participer pendant trois mois, dont un mois avec sursis, aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par la Fédération française de roller skating ;

Décide :

Article 1^{er} – Il est prononcé à l'encontre de M. la sanction de l'interdiction de participer pendant trois mois, dont un mois avec sursis, aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par la Fédération française de roller skating.

Art. 2 : La sanction prononcée par la présente décision prend effet à compter de la date de sa notification à l'intéressé.

Art. 3 : La présente décision sera publiée au « *Bulletin officiel* » du ministère de la Jeunesse, des sports et de la vie associative et dans « *Roller Infos* », publication de la Fédération française de roller skating.

Art. 4 : La présente décision sera notifiée à M., à la Fédération française de roller skating et au ministre de la Jeunesse, des sports et de la vie associative.

En vertu des dispositions de l'article L. 3634-4 du code de la santé publique, la présente décision peut faire l'objet d'un recours de pleine juridiction devant le Conseil d'Etat dans un délai de deux mois à compter de sa notification.